

«BYE BYE BELGIUM », LE (NON-) RETOUR

MARC LITS

Il y a quatre ans, presque jour pour jour, la RTBF diffusait un programme qui bouleversait les codes du reportage télévisé en mettant à l'antenne, de manière inattendue, un magazine explorant les conséquences d'une possible séparation de la Belgique en deux États à travers une série de séquences présentées comme des témoignages réels et directs présentés dans le cadre d'un vrai-faux journal télévisé. L'émission avait fait scandale, tant pour la thématique abordée (le tabou d'un éclatement du pays) que pour sa forme inhabituelle (le cadre d'un journal télévisé abritant une pure fiction, sans aucune précaution d'usage). Aujourd'hui, le tabou politique semble être levé, et les chaînes de télévision reviennent sur cette thématique, mais dans des formats plus conventionnels.

Deux éléments de l'émission « Bye Bye Belgium » avaient soulevé des réactions virulentes en 2006 : d'une part, les aspects déontologiques liés à l'utilisation du format du journal télévisé pour présenter une fiction documentaire, entraînant une confusion perturbante dans le chef de nombreux téléspectateurs ; de l'autre, la mise en scène d'une possible scission de la Belgique sous l'impulsion d'un Parlement flamand décidé à faire exploser un Royaume dans lequel la Flandre n'aurait plus de marge de manœuvre suffisante pour assurer son développement.

Les leçons tirées de 2006

Nous ne reviendrons pas ici sur les enjeux journalistiques et déontologiques du vrai-faux JT, dont nous avons largement discuté en son temps, lors d'un colloque très suivi, et par la publication d'un livre sur la question¹. Mais il faut constater que les deux émissions présentées il y a quelques jours à la VRT et à la RTBF, si elles portent sur le même thème, ont choisi une toute autre approche, dans les procédures d'annonce, dans le traitement journalistique des reportages préparés pour chaque émission, dans le déroulement de celles-ci comme dans les choix des dispositifs et des invités amenés à débattre. Comme si les journalistes avaient tiré les leçons des dérapages de 2006, sévèrement déplorés par beaucoup d'observateurs, et pour partie condamnés par le CSA.

Le premier problème était dû à l'effet de surprise. L'émission n'avait pas été annoncée, puisqu'elle avait surgi abruptement au sein d'un magazine annoncé dans les grilles de programmes TV, mais qui ne servait que de couverture à l'événement télévisuel. La confusion dura pendant une demi-heure, jusqu'au moment où un bandeau annonça que l'émission était une fiction. Nombre de spectateurs y crurent, même au-delà de cette mise en garde, et furent particulièrement choqués par cette déclaration de la fin de la Belgique. Ces dernières semaines, l'annonce des deux programmes d'information de la VRT et de la RTBF fut gérée de manière radicalement différente. Tant pour l'émission « Panorama » diffusée le dimanche 21 novembre à la VRT (et en simultanément,

avec sous-titrage en français, sur la troisième chaîne de la RTBF) que pour l'émission spéciale « Belgique, où vas-tu ? » diffusée le lundi 29 novembre à la RTBF, les articles d'annonce se sont multipliés dans les journaux, très explicites sur la forme et le contenu proposés.

Certes, tous les articles de presse sont revenus sur le fameux « Bye Bye Belgium », comme si une filiation devait être établie. Et son auteur, Philippe Dutilleul a reconnu avoir été très sollicité par les médias ces dernières semaines, pour revenir sur son projet de 2006, en commenter l'aspect prémonitoire, et vérifier si ce qu'il annonçait alors s'était depuis lors concrétisé. Mais dans le même temps, les réalisateurs des émissions de novembre dernier se sont tous démarqués de ce procédé de mise en fiction, pour se revendiquer de la rigueur du reportage documenté, appuyé sur des expertises extérieures incontestables. La communication très forte menée autour de ces deux émissions semblait viser trois objectifs convergents : créer du bruit préalable pour essayer de faire l'événement, et donc d'attirer de nombreux téléspectateurs, s'inscrire dans la filiation thématique de « Bye Bye Belgium », mais en se dissociant de son aspect spectaculaire, faire de l'émission un événement politique au-delà du moment médiatique à l'heure où les politiques, pour cause de négociations discrètes, se livrent peu dans les médias.

Très clairement, il s'agissait de ne surtout pas refaire le coup de la surprise et de la spectacularisation de l'information, ce qui aurait d'ailleurs été difficile, car ce type de coup ne peut évidemment fonctionner qu'une seule fois, par essence. Mais aussi, comme le répétaient à l'envi les réalisateurs des deux programmes, parce qu'ils voulaient faire un travail journalistique, sérieux, professionnel, indiscutable. Il s'agissait donc clairement de se démarquer des confusions de genre qui avaient suscité la controverse il y a quatre ans.

Un sujet délicat, une approche d'experts

Certes, François De Brigode, qui animait déjà le vrai-faux journal de 2006, ouvrit l'émission de la RTBF en évoquant un sujet « qui fait peur », qui est « angoissant », amorcé par quelques déclarations particulièrement dures d'hommes politiques présentés en noir et blanc, ce qui assurait une forte dramatisation au sujet. Mais aussitôt l'accroche passée, le ton se fit plus délibératif, entre reportages explicatifs et débats entre experts et politiques.

Cela n'a pas retenu des audiences aussi impressionnantes qu'en 2006 où le pic d'audience culmina à 670.000 spectateurs, là où « Panorama » (diffusé sur la deuxième chaîne de la VRT) est passé de ses 150.000 spectateurs habituels à un maximum de 250.000. Et « Belgique, où vas-tu ? » a réalisé un honorable 20,9 % de parts de marché, avec 375.000 téléspectateurs (contre 28,7 % qui regardaient la série policière « Esprits criminels » sur RTL-TV, soit 570.000 spectateurs). Mais sans mise en scène spectaculaire ou effet-choc, ces émissions entre reportage et débat politique ont donc attiré un public nombreux. Preuve en tout cas que l'effet d'annonce, bien soutenu par de nombreux articles dans la presse quotidienne et magazine, a porté ses fruits.

Ce qui frappe, dans les deux émissions, c'est leur respect des codes classiques des genres journalistiques. Loin de l'éclatement des barrières entre réalité et fiction, entre information et divertissement, entre fausses informations sur des faits anticipés et vrais débats sur des options politiques, « Panorama » et « Où vas-tu, Belgique ? » ont opté pour des traitements journalistiques fondés sur des séquences illustratives rigoureusement documentées, commentées par des experts appartenant à différentes tendances du milieu politique et universitaire. Il n'est sans doute pas innocent que l'émission de la RTBF fut préparée par François De Brigode avec Hervé de Ghellinck. Ce dernier avait été un des journalistes les plus virulents envers les choix journalistiques discutables de 2006. Son pilotage de l'émission, aujourd'hui, apparaît comme le gage d'un sérieux journalistique retrouvé.

Ainsi que l'annonce d'emblée Yvan De Vadder, à la VRT, son émission va juxtaposer, sur une série de thèmes sensibles, « l'avis de onze professeurs d'université sur une scission du pays. Nous

allons parler de la technique, pas de l'opportunité ». La position est très claire : nous avons réalisé une enquête journalistique, avec la garantie d'experts, mais sans exprimer de choix politique. Les onze séquences seront ensuite suivies de deux débats, l'un avec les responsables politiques flamands, l'autre avec quatre politiques francophones choisis pour leur capacité à parler aisément en néerlandais. Le cadre est bien défini, les enjeux sont balisés, l'émission se déroule sans passion ou éclats de voix, même si quelques universitaires auront des formules choc reprises le lendemain par les commentateurs politiques.

Il en va de même à la RTBF, où six thématiques sont abordées par des reportages, commentées en fil rouge par Vincent de Coorebyter, directeur général du CRISP, reconnu pour ses analyses distanciées et rigoureuses. Ensuite, experts et politiques sont en débat, dans un dispositif de plateau proche de celui des émissions politiques du dimanche midi. Comme s'il fallait à tout prix se garder des mises en spectacle comme des déclarations trop passionnées.

De la fiction de 2006 à la réalité de 2010

Le principal mérite de « Bye Bye Belgium » fut sans doute celui de mettre à l'agenda médiatique la thématique de la scission du pays, sujet jusque-là peu abordé publiquement, même si Elio di Rupo avait déjà, en son temps, laissé entendre que la Wallonie pourrait devenir un État. En cela, un tabou était rompu, et peut-être fallait-il passer par la voie de la fiction pour oser faire ce pas. Mais le scénario proposé était alors tellement invraisemblable que ce n'est pas celui-là qui serait en train de naître aujourd'hui sous nos yeux. Il serait donc excessif de chercher des filiations médiatiques ou politiques dans une émission de télévision qui deviendrait, *a posteriori*, l'acte I de la période de la fin de la Belgique unitaire. Quel que fut le choc créé par cette émission, et il fut considérable, il ne s'agissait que d'un événement médiatique. Ce serait aussi erroné d'en faire le moment fondateur d'une scission annoncée que de fonder l'indépendance de 1830 sur la dimension révolutionnaire de « La muette de Portici ».

Aujourd'hui, si la possibilité de la séparation de la Belgique est présente dans l'agenda, c'est parce que les politiques l'y ont inscrite, au Nord du pays comme au Sud, même si c'est avec des intentions très différentes. Le « plan B » de la scission n'est pas une création médiatique, c'est un argument avancé par le monde politique. Et il est donc normal, et sain démocratiquement, que les médias en fassent état et nous en montrent les tenants et aboutissants. En cela, ils jouent pleinement leur rôle dans le débat public. Y compris en utilisant les nouvelles technologies pour faire participer les internautes au débat. Il n'y en eut que 10.400 à répondre au sondage proposé sur le site de la RTBF, ce qui n'en fait donc en rien un échantillon significatif (ce que la chaîne devrait plus clairement rappeler). Mais cela a le mérite d'associer le public à l'émission (et donc à la thématique politique qui en fait l'essentiel) autrement qu'en lui faisant peur.

*Marc Lits est Doyen de la Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
ainsi que Directeur de l'Observatoire du récit médiatique
marc.lits@uclouvain.be*

Pour reproduction ou citation veuillez mentionner la référence suivante: M. Lits, "Bye Bye Belgium, le (non) retour", La Newsletter de l'ORM n°15, 13 décembre 2010.

